

DELIBERATION N° 88/01-04 - AUTORISATION ESTER EN JUSTICE

Monsieur le Maire, rapporteur, informe l'Assemblée que des dégradations d'espaces verts ont lieu très régulièrement.

Bien qu'il soit très difficile d'en identifier les auteurs, deux personnes ont été prises en flagrant délit et sont appelées à comparaître devant le Tribunal de Grande Instance de NANCY.

Afin de défendre les intérêts de LUDRES qui demande réparation du préjudice causé,

LE CONSEIL MUNICIPAL, après en avoir délibéré,
par 20 voix pour et 2 abstentions :

- autorise Monsieur le Maire à ester en justice,
- désigne Maître THIRY, Avocat à NANCY, pour défendre les intérêts de la Commune.
- décide d'inscrire les crédits nécessaires au budget primitif 1988.